

Yves Frenette, Marc-André Gagnon

Résistance et reconnaissance: deux siècles de syndicalisme canadien

Table des matières

Introduction	205
1 Naissance de l'action syndicale (1820-1870)	207
2 Institutionnalisation (1870-1914)	209
3 Radicalisme et nouvelles organisations (1914-1944)	214
4 L'âge d'or des travailleurs (1944-1980)?	217
5 Les syndicats à l'heure du néolibéralisme (1980-)	220
Conclusion	221
Bibliographie	221

Introduction

«Les unions, qu'ossa donne»? Le titre du monologue de l'humoriste Yvon Deschamps (1968) composé alors que le Québec est secoué par la Révolution tranquille a de quoi laisser songeur. Monologuiste célèbre, Deschamps met en scène un employé servile et émasculé prêt à tout pour satisfaire son patron. Au moment où les effectifs syndicaux de la province croissent à un rythme important (7% entre 1961 et 1971) et que les valeurs sociales dominantes connaissent de profonds changements, la relation paternaliste dépeinte par Deschamps semble appartenir à une autre époque¹. Cependant, malgré un enracinement séculaire de l'institution syndicale, les travailleurs syndiqués ne représentent toujours, à la fin de la décennie de 1960, qu'une minorité de la main-d'œuvre canadienne. Qu'est-ce qui explique cette situation ?

Dans ce chapitre, nous proposons un tour d'horizon de l'expérience syndicale canadienne selon une perspective diachronique. Mettant en relief l'hostilité des

1 Jacques Rouillard : *Histoire du syndicalisme québécois*, Montréal: Boréal, 1989, p. 289.

employeurs, la résistance des pouvoirs publics à reconnaître la légitimité des syndicats et les divisions internes propres au mouvement ouvrier, nous rappelons que les objectifs poursuivis par les syndicats dépassent largement les rangs de leurs membres et jouent un rôle de premier plan dans la contestation de l'ordre établi, qu'il soit politique, économique ou social. En outre, à la suite de l'historien Craig Heron, nous avançons que le système politique canadien a façonné le mouvement ouvrier dans ses structures et ses stratégies, les travailleurs ayant été assujettis, dès le départ, au parlementarisme et à la règle de droit². De plus, au Canada, les responsabilités en matière de travail sont partagées entre le gouvernement fédéral et les Provinces, ce qui a obligé les organisations ouvrières à cibler leurs interlocuteurs étatiques, selon qu'il s'agisse de reconnaissance syndicale, de conditions de travail ou d'arbitrage. Ce fait a accentué les distinctions régionales au sein du mouvement ouvrier, distinctions qui sont aussi fondamentales pour la structure de l'économie dans le développement du syndicalisme canadien. Nous évoquons aussi les nombreux emprunts au syndicalisme américain. Ce transfert est particulièrement déterminant dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, les ouvriers canadiens se dotant alors de structures similaires à celles de leurs voisins. Il en résultera au XX^e siècle une tension entre l'intégration aux grands syndicats américains et l'autonomie des organisations canadiennes. Notons aussi que, jusqu'à la Grande Dépression, la nature continentale du marché du travail amène des dizaines de milliers de travailleurs à courir les usines de part et d'autre de la frontière canado-américaine à la recherche d'un emploi. Et, est-il besoin de le préciser, la classe ouvrière canadienne n'est pas homogène. Elle s'est construite sur des différences de classe, de genre, d'ethnicité et de religion. En raison des limites d'espace, nous ne pouvons tenir compte de ces différences autant que nous le souhaiterions. Nous nous attardons plutôt à la distinction québécoise qui est marquée par la langue et la culture, au premier chef le catholicisme de la majorité des travailleurs.³

Organisé chronologiquement, notre texte rend compte du développement du syndicalisme canadien en cinq temps. Premièrement, il sera question de la naissance de l'action syndicale dans la première moitié du XIX^e siècle, période marquée par l'éphémérité des organisations et la spontanéité des grèves. En second

2 Craig Heron : *The Canadian Labour Movement. A Short History*, Toronto : Lorimer, 1996, p. xv.

3 Pour des survols de l'histoire du syndicalisme au Canada, consulter Craig Heron : *The Canadian Labour Movement*; Charles Lipton : *The Trade Union Movement of Canada. 1827-1959*, Montréal : Canadian Social Publications, 1966 ; Eugene Forsey : *Trade Unions in Canada. 1812-1902*, Toronto : University of Toronto Press, 1982 ; Desmond Morton : *Working People. An Illustrated History of the Canadian Labour Movement*, Montreal/Kingston : McGill-Queen's University Press, 2007. Pour le Québec, voir Fernand Harvey (éd.) : *Le mouvement ouvrier au Québec*, Montréal : Boréal, 1980 ; Jacques Rouillard : *Le syndicalisme québécois. Deux siècles d'histoire*, Montréal : Boréal, 2004 ; Jacques Rouillard : *L'expérience syndicale au Québec. Ses rapports à l'État, à la nation et à l'opinion publique*, Montréal : VLB éditeur, 2009.

lieu, nous nous penchons sur l'institutionnalisation de l'action syndicale après 1867, année de la fondation de la Confédération canadienne. Bien qu'il reste peu de traces tangibles de cette période dans les structures syndicales contemporaines, cette phase coïncide avec la fondation des premières organisations de masse, la mise en place d'organes à l'échelle nationale et la création de journaux ouvriers. C'est aussi l'époque des premières tentatives des travailleurs pour briguer les suffrages dans les législatures. Dans un troisième temps, nous nous attardons à l'action syndicale et aux conflits de classe lors des révoltes ouvrières au lendemain de la Première Guerre mondiale. Symbolisée par la grève générale de Winnipeg (1919), cette période en est une de restructuration des syndicats. Au Québec, on assiste alors au développement du syndicalisme confessionnel. Un quart de siècle plus tard, soit en 1944, le décret en conseil CP 1003 protège le droit à la syndicalisation et oblige les employeurs canadiens à reconnaître les organisations ouvrières. Nous abordons ensuite l'évolution du mouvement ouvrier à l'époque des Trente Glorieuses et l'essor de l'État-providence. Dès les lendemains de la Seconde Guerre mondiale, une série de conflits force le gouvernement fédéral à légiférer de nouveau à propos des relations de travail. Malgré le spectre du communisme, de nouvelles formes d'engagement public s'implantent chez les travailleurs. Enfin, nous esquissons brièvement les effets du néolibéralisme sur le syndicalisme à partir des années 1980.

1 Naissance de l'action syndicale (1820-1870)

La naissance du syndicalisme est partie prenante de la transition au capitalisme et de l'industrialisation de l'Amérique du Nord britannique. L'exportation grandissante de produits bruts (blé et bois) vers la Grande-Bretagne et l'essor du secteur financier au cours du premier tiers du XIX^e siècle entraînent une hausse de la demande pour les produits manufacturiers et favorisent l'émergence du salariat. Apparaissent alors les premières fabriques dans les villes.⁴ Leur avènement contribue à l'étiollement du système des maîtres et des apprentis qui était jusque-là la norme. La transition au capitalisme ne se manifeste pas que dans la transformation des structures de production. Elle est également apparente dans la volonté des élites de soumettre les anciens artisans à la discipline industrielle en mettant de l'avant divers règlements et lois visant à structurer le marché du travail, et à restreindre la mobilité des travailleurs.⁵

4 Robert Sweeny : *Why Did We Choose to Industrialize? Montreal, 1819-1849*, Montréal/Kingston : McGill-Queen's University Press, 2015.

5 Albert Schrauwers : « The Gentlemanly Order and the Politics of Production in the Transition to Capitalism in the Home District, Upper Canada ». Dans : *Labour/Le Travail*, vol. 65 (printemps 2010), p. 9-45 ; Robert Tremblay : « Retour sur les origines du mouvement ouvrier québécois. Profil et aspirations des militants syndicaux et démocrates durant les années 1830 ». Dans : *Labour/Le Travail*, vol. 72 (automne 2013), p. 11-36.

En contrepartie, les classes populaires urbaines devenant de plus en plus dépendantes du marché, elles prennent conscience «de la puissance des élites économiques et bureaucratiques – celles qui accaparent le grand commerce et une partie du pouvoir de réglementation».⁶

C'est là le contexte dans lequel le mouvement ouvrier voit le jour dans la décennie de 1830, à une époque de contestation politique généralisée.⁷ Au Bas-Canada (Québec), l'action syndicale touche d'abord les charpentiers et les menuisiers (1818), les tailleurs de vêtements (1823) et les typographes (1824, 1827-1844)⁸. Dans la colonie voisine du Haut-Canada (Ontario), des travailleurs se rassemblent dans une société amicale, la *Mechanics Association*.⁹ Cette année-là, les imprimeurs de Toronto réclament la journée de travail de dix heures, une cause qui mobilise également les charpentiers et les menuisiers de Montréal lors de deux grèves en 1833-1834.¹⁰ Dans les colonies atlantiques, on met sur pied des associations comme la *Mechanic's Society de Saint-Jean*, Terre-Neuve (1827), dans le but de favoriser l'éducation des travailleurs.¹¹

Naissant quasi spontanément lors d'un conflit de travail, les premières organisations syndicales mordent en général la poussière quand celui-ci est résolu. Mais la grève s'implante durablement comme moyen de pression. En effet, les débrayages deviennent de plus en plus fréquents et violents, particulièrement le long des canaux en construction, où s'entassent des centaines d'ouvriers qui vivent dans des conditions très difficiles.¹² La plus emblématique de ces mobilisations est sans doute la grève du canal de Beauharnois en 1843. Alors qu'il est courant de penser que les débrayages sont à cette époque spontanés,

-
- 6 Gilles Paquet/ Jean-Pierre Wallot : *Un Québec moderne. 1760-1840*, Montréal : Hurtubise HMH, 2007.
 - 7 Allan Greer : *The Patriots and the People. The Rebellion of 1837 in Rural Lower Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1993 ; Louis-Georges Harvey : *Le printemps de l'Amérique française. Américanité, anticolonialisme et républicanisme dans le discours politique québécois, 1805-1837*, Montréal : Boréal, 2005 ; Michel Ducharme : *Le concept de liberté au Canada à l'époque des révolutions atlantiques 1776-1838*, Montréal : McGill-Queen's University Press, 2010.
 - 8 Jacques Rouillard : « Répertoire des syndicats au Québec 1827-1896 ». Dans : Jean Hamelin (éd.) : *Histoire des travailleurs québécois 1850-1896*, Montréal : Presses de l'Université du Québec, 1973, p. 203-217.
 - 9 Carol Wilton : *Popular Politics and Political Culture in Upper Canada, 1800-1850*, Montréal/ Kingston : McGill-Queen's University Press, 2000.
 - 10 David-Thierry Ruddle : « La main-d'œuvre en milieu urbain au Bas-Canada. Conditions et relations de travail ». Dans : *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 41, no 3 (hiver 1988), p. 389-402.
 - 11 Leona M. English : « Teaching the "Morally and Economically Destitute". 19th-Century Adult Education Efforts in Newfoundland ». Dans : *Acadiensis*, vol. XLI, no 2 (été-automne 2012), p. 66-88.
 - 12 William N.T. Wylie : « Poverty, Distress, and Disease. Labour and the Construction of the Rideau Canal, 1826-32 ». Dans : *Labour/Le Travail*, vol. 11 (printemps 1983), p. 7-29.

l'anthropologue Roland Viau nuance cette interprétation en montrant l'importance de la cohésion des travailleurs et l'existence d'une société secrète qui planifie l'action ouvrière.¹³

L'État réagit en véritable gendarme, en utilisant le poids de l'appareil judiciaire afin de limiter les activités syndicales. En outre, apeuré par la grève de Beauharnois, il renforce son pouvoir sur les chantiers publics à la faveur d'une loi (1845) qui prévoit la formation d'une milice et donne le pouvoir aux officiers de la paix de conduire des perquisitions préventives. Deux ans plus tard, le Parlement du Canada-Uni modifie la Loi sur les maîtres et les apprentis pour interdire les coalitions ouvrières¹⁴.

Ces balbutiements du mouvement syndical sont néanmoins des signes annonciateurs. En effet, les ouvriers valorisent un discours qui fait appel à leur respectabilité et à la légitimité de leur action. L'accroissement des salaires, la réduction du nombre d'heures de travail, l'existence d'une concurrence injuste, le contrôle à l'accès au marché de l'emploi et la gestion des embauches seront des thèmes porteurs dans les décennies suivantes. Les premiers conflits syndicaux font aussi ressortir les tensions entre divers groupes de travailleurs en compétition pour les emplois¹⁵. Enfin, les militants de la première heure goûtent à la politique lors des soulèvements populaires de 1837-1838.¹⁶

2 Institutionnalisation (1870-1914)

Dans le dernier tiers du XIX^e siècle, le Canada s'industrialise et s'urbanise à un rythme accéléré. Montréal, Hamilton, Toronto, Winnipeg, Kitchener, Québec et d'autres localités connaissent une croissance sans précédent. L'introduction de machines-outils et l'essor des manufactures font disparaître ce qui reste du monde de l'artisanat.¹⁷ De nouvelles industries (textile, agroalimentaire, acier) apparaissent et le réseau ferroviaire révolutionne les transports.

13 Roland Viau : *Du pain ou du sang. Les travailleurs irlandais et le canal Beauharnois*, Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2013.

14 Robert Tremblay : « Un aspect de la consolidation du pouvoir d'État de la bourgeoisie coloniale. La législation anti-ouvrière dans le Bas-Canada, 1800-50 ». Dans : *Labour/Le Travail*, vol. 8-9 (automne 1981- printemps 1982), p. 243-252.

15 Peter C. Bischoff : *Les débardeurs au port de Québec*, Montréal : Hurtubise HMH, 2009.

16 Robert Tremblay : « Artisans et ouvriers à l'époque des revendications démocratiques et nationalitaires du Parti patriote dans le Bas-Canada, 1832-1838. Un rendez-vous manqué avec l'histoire? ». Dans : *Bulletin d'histoire politique*, vol. 25, no 2 (hiver 2017), p. 146-171.

17 Joanne Burgess : « L'industrie de la chaussure à Montréal, 1840-1870. Le passage de l'artisanat à la fabrique ». Dans : *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 3, no 2 (septembre 1977), p. 187-210.

En outre, au tournant du XX^e siècle, les provinces mettent en place les premières politiques de développement hydro-électrique et d'exploitation des ressources naturelles.¹⁸

Ces transformations altèrent considérablement les rapports sociaux de production.¹⁹ Elles influent aussi sur le quotidien des individus soumis aux logiques du capitalisme industriel, aux conditions de travail pénibles et à l'insalubrité des quartiers ouvriers.²⁰ Face à ces conditions, les travailleurs développent une culture et des lieux de sociabilité qui leur sont propres.²¹

C'est dans ce contexte mouvant que doivent manœuvrer les organisations ouvrières canadiennes. N'évoluant pas en vase clos, leur action s'inscrit dans la foulée de luttes semblables en Grande-Bretagne et aux États-Unis. C'est le cas du Mouvement pour une journée de neuf heures, qui gagne le Canada en 1872. À la fin de mars, les typographes de Toronto débrayent illégalement et, le 15 avril, 10 000 personnes manifestent dans les rues. L'agitation traverse les frontières provinciales et rejoint les ouvriers de Montréal et d'Halifax. Pour contenir cette mobilisation, le premier ministre du Canada, John A. Macdonald, fait adopter par le Parlement la Loi des syndicats ouvriers, qui est modelée sur une législation anglaise et qui accorde aux syndicats une forme de reconnaissance.²² Dès l'été, le mouvement s'essoufle et les ouvriers, penauds, rentrent au travail. Mais le *Mouvement pour une journée de neuf heures* constitue une pierre blanche dans l'histoire du mouvement ouvrier au Canada. En effet, les deux principales formations politiques (*Parti conservateur* et *Parti libéral*) prennent conscience du poids électoral des travailleurs et rivalisent pour présenter ou soutenir des

-
- 18 H.V. Nelles : *The Politics of Development. Forests, Mines & Hydro-Electric Power in Ontario 1849-1941*, Toronto, Macmillan of Canada, 1974 ; Ian Radforth : *Bushworkers and Bosses. Logging in Northern Ontario, 1900-1980*, Toronto : University of Toronto Press, 1987 ; Paul De la Riva : *Mine de rien. Les Canadiens français et le travail minier à Sudbury, 1886-1930*, Sudbury : Prise de parole et l'Institut franco-ontarien, 1998 ; Donald Dennie : *À l'ombre de l'INCO. Étude de la transition d'une communauté canadienne-française de la région de Sudbury, 1870-1972*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2001 ; Guy Gaudreau : *L'histoire des mineurs du Nord ontarien et québécois*, Québec : Septentrion, 2003 ; Guy Gaudreau/ Sophie Blais/ Kevin Auger : *Mines, travail et société à Kirland Lake*, Sudbury : Prise de Parole, 2016.
- 19 Robert B. Kristofferson : *Crafted Capitalism. Craftworkers and Early Industrialization in Hamilton, Ontario*, Toronto : University of Toronto Press, 2007 ; Bryan D. Palmer/ Joan Sangster (éds.) : *Labouring Canada. Class, Gender, and Race in Canadian Working Class*, Toronto : Oxford University Press, 2008.
- 20 Terry Copp : *Classe ouvrière et pauvreté. Les conditions de vie des travailleurs montréalais, 1897-1929*, Montréal : Boréal, 1978 ; Bettina Bradbury : *Familles ouvrières à Montréal*, Montréal : Boréal, 1995.
- 21 Gregory Kealey : *Toronto Workers Respond to Industrial Capitalism, 1867-1892*, Toronto : University of Toronto Press, 1980 ; Bryan D. Palmer : *A Culture in Conflict. Skilled Workers and Industrial Capitalism in Hamilton, Ontario 1860-1914*, Montréal/Kingston : McGill-Queen's University Press, 1979.
- 22 John Battye : « The Nine Hour Pioneers. The Genesis of the Canadian Labour Movement ». Dans : *Labour/Le Travail*, vol. 4 (1979), p. 25-56..

candidatures ouvrières, tout en usant du patronage pour maintenir les syndicats dans leur giron.²³ Aussi le mouvement favorise l'apparition de structures qui, quoiqu'éphémères, sont précurseuses de développements ultérieurs. Ainsi, un premier journal ouvrier, *l'Ontario Workingmen* (1872-1875), et une association pancanadienne, la *Canadian Labour Protective Association* (1872), voient le jour. L'année suivante, l'organisation prend le nom de *Canadian Labour Union* (Union ouvrière canadienne). Toutefois, ces institutions sont fragiles et la dépression économique de 1873-1879 les frappe de plein fouet. Il faut attendre la reprise (1879-1883) et l'avènement d'une association fraternelle américaine pour que reparte de plus belle l'expansion du syndicalisme canadien.²⁴

L'Ordre des Chevaliers du Travail, fondé à Philadelphie en 1869, s'implante au Canada à partir de 1881. Chaînon incontournable pour comprendre l'accélération de la syndicalisation au cours de la décennie de 1880, il joue un rôle majeur dans l'institutionnalisation du mouvement ouvrier.²⁵ Mettant sur pied des assemblées locales à travers le pays, les *Chevaliers* veulent regrouper l'ensemble des travailleurs et embrassent un vaste programme de réformes politiques fondées sur la coopération, l'arbitrage ainsi que l'éducation des masses laborieuses.²⁶ En 1883, ils fédèrent les instances locales au sein du *Congrès des métiers et du travail du Canada* (CMTC).²⁷ Les Chevaliers sont également actifs dans la création de journaux ouvriers, tant en langue anglaise qu'en langue française. Privilégiant le lobbyisme afin d'obtenir une meilleure législation ouvrière, les instances locales de *l'Ordre* favorisent parfois l'engagement électoral de leurs membres. C'est ainsi qu'Alphonse-Télesphore Lépine est élu député fédéral de la circonscription de Montréal-Est en 1888, devenant ainsi le premier représentant ouvrier indépendant au Parlement. Sa carrière politique est toutefois de courte durée.

23 Marc-André Gagnon : *Harmoniser le Travail et le Capital. Les Chevaliers du Travail et l'action politique ouvrière à Montréal (1883-1896)*, thèse de maîtrise (histoire), Université d'Ottawa, 2011.

24 Desmond Morton, *Working People*, p. 22-44.

25 Peter C. Bischoff : « "Un chaînon incontournable au Québec". L'Ordre des Chevaliers du travail, 1882-1902 ». Dans : *Labour/Le Travail*, vol. 70 (automne 2012), p. 13-59 ; Peter C. Bischoff : « Les Irlandais et les Chevaliers du travail à Montréal, 1882-1890 ». Dans : Linda Cardinal/ Simon Jolivet/ Isabelle Matte (éds.) : *Le Québec et l'Irlande. Culture, histoire, identité*, Québec : Septentrion, 2014, p. 21-49.

26 Gregory S. Kealey/ Bryan D. Palmer : *Dreaming of What Might Be. The Knights of Labor in Ontario, 1880-1900*, Cambridge : Cambridge University Press, 1982

27 Fernand Harvey : « Les Chevaliers du travail, les États-Unis et la société québécoise, 1882-1902 ». Dans : Fernand Harvey (éd.) : *Le mouvement ouvrier au Québec*, p. 69-130.

Appuyée par les Conservateurs, sa présence à la Chambre des Communes divise les militants ouvriers sur des bases partisans et il finit par perdre l'appui des Chevaliers à l'aube de l'élection générale de 1896.²⁸ De cet épisode, les syndicalistes retiendront le peu d'influence que peut exercer un député indépendant. Ils s'organiseront plutôt au sein du Parti ouvrier en 1899.²⁹ Ils prendront aussi fait et cause pour les mouvements de réformes urbaines.³⁰

L'émergence des Chevaliers sur la scène politique force l'État à s'ajuster. Au palier fédéral, les autorités instaurent la *Commission royale d'enquête sur les relations entre le travail et le capital* (1886-1889), initiative inspirée par des enquêtes semblables en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis.³¹ Pour leur part, les provinces se tournent vers la législation des conditions de travail. Par exemple, au Québec, l'Acte des manufactures (1885), la Loi des établissements industriels de Québec (1894) et la Loi des différends ouvriers (1901) s'attardent aux mécanismes d'arbitrage, à l'âge minimal pour occuper un emploi et au nombre d'heures de travail maximal. Ces lois sont peu respectées, en raison du manque d'inspecteurs.³²

Dans les dernières années du XIX^e siècle, les *Chevaliers* sont en déclin au Canada, tout comme aux États-Unis. Plusieurs raisons peuvent l'expliquer, entre autres la lutte féroce que leur livre l'*American Federation of Labour* (AFL), fondée en 1886 à Columbus (Ohio). Regroupant des syndicats de métier regroupant des ouvriers qualifiés, l'AFL entend travailler à l'amélioration des conditions de ses membres sur les lieux de travail, et elle relègue les combats politiques ainsi que les réformes sociales à l'arrière-plan. Grâce à son fond de grève, elle est mieux outillée que les *Chevaliers* pour épauler les travailleurs et les chômeurs soumis aux cycles du régime capitaliste. Au nord de la frontière, les syndicats « internationaux » affiliés à l'AFL connaissent beaucoup de succès, leur nombre triplant entre 1898 et 1902. Ce syndicalisme, qu'on qualifie de « bread and butter », se frotte à l'idéalisme et aux aspirations des *Chevaliers*, qui cherchent à se détacher de la tutelle américaine. L'un des enjeux de cette

28 Marc-André Gagnon : « J'entends parler de leurs intérêts les plus chers ». Alphonse-Télesphore Lépine et l'engagement électoral des Chevaliers du travail à Montréal (1888-1896) ». Dans : *Labour/Le Travail*, vol. 78 (automne 2016), p. 11-38.

29 Jacques Rouillard : « L'action politique ouvrière. 1899-1915 ». Dans : Fernand Dumont/ Jean-Paul Montminy/ Jean Hamelin (éds.) : *Idéologies au Canada français, 1900-1929*, Québec : Presses de l'Université Laval, 1974, p. 267-312

30 Annick Germain : « L'émergence d'une scène politique. Mouvement ouvrier et mouvements de réforme urbaine à Montréal au tournant du siècle — Essai d'interprétation ». Dans : *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 27, no 2 (septembre 1983), p. 185-199

31 Fernand Harvey : *Révolution industrielle et travailleurs. Une enquête sur les rapports entre le capital et le travail au Québec à la fin du 19^e siècle*, Montréal : Boréal, 1978.

32 David Frank : *Solidarités provinciales. Histoire de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Nouveau-Brunswick*, Edmonton : Athabasca University Press, 2013.

rivalité est le mode de représentation des unions au sein du CMTC. Mécontents, les « internationaux » réussissent à isoler les Chevaliers puis, en 1902, à les expulser de l'organisation. Les conséquences de ce schisme sont durables. Ainsi réduisent-ils considérablement l'influence des syndicats canadiens-français au sein du CMTC. Comme le souligne Robert Babcock, « l'AFL méconnut ou tarda à reconnaître les éléments culturels propres au Québec qui allaient inévitablement façonner tout regroupement ouvrier canadien-français. Au moment de la Première Guerre mondiale, les dirigeants de l'AFL s'ouvrirent les yeux, mais il était trop tard ; ils n'avaient pas su empêcher la mise sur pied d'un mouvement ouvrier rival au Québec ».³³

En effet, dès 1902, les syndicats canadiens-français fondent le *Congrès national des métiers et du travail du Canada* (CNMTC), au sein duquel on retrouve des associations de cordonniers, de travailleurs du textile et de briqueteurs, ainsi que des assemblées des Chevaliers du Travail. Née au Québec, la nouvelle organisation y compte les quatre-cinquièmes de ses membres. Elle essaie toutefois de s'implanter dans les autres provinces, particulièrement en Nouvelle-Écosse, et en 1908, elle adopte le vocable de *Fédération canadienne du travail* (FCT). Surtout présente dans les secteurs de la chaussure, de la construction et du textile, son château fort est dans la ville de Québec, où elle domine la vie syndicale. Mais, après une période initiale de croissance, ses effectifs diminuent considérablement dans les années précédant la Première Guerre mondiale. À Québec, cette désaffection s'explique par des dissensions internes, tandis qu'à Montréal, l'expansion des syndicats internationaux entraîne l'élimination de plusieurs syndicats nationaux. Les chiffres sont éloquentes : en 1921, le CMTC compte 173 000 membres, contre seulement 13 500 membres pour la FCT.³⁴

L'essor de ce syndicalisme non confessionnel, jugé socialiste, inquiète l'Église. Même les syndicats dits nationaux ne sont pas au dessus des soupçons du clergé. Inspirée par l'encyclique *Rerum Novarum* de 1893, l'institution ecclésiastique entreprend de leur opposer un mouvement syndical catholique. L'archevêque de Québec, Mgr Louis-Nazaire Bégin, saisit l'occasion lors d'une grève des travailleurs de la chaussure dans sa ville épiscopale en 1901. Des prêtres se font les ardents propagateurs du mouvement. En 1921, les syndicats catholiques comptent 17 600 membres. Ils connaissent donc un certain succès, mais ils sont cantonnés dans les petites entreprises et dans les petites villes, où ils remplacent les syndicats nationaux. Leur caractère confessionnel, l'insistance avec laquelle ils prônent la paix sociale, leurs préoccupations plus morales que professionnelles constituent

33 Robert Babcock : « Samuel Gompers et les travailleurs québécois. 1900-1914 ». Dans : James Thwaites (éd.) : *Travail et syndicalisme. Origines, évolution et défis d'une action sociale*, Québec : Presses de l'Université Laval, 2008.

34 Jacques Rouillard, *Histoire du syndicalisme québécois*, p. 88.

des handicaps qui les empêchent de se développer dans les grandes entreprises dominées par le capital anglo-américain, réunissant des ouvriers d'origines et de croyances diverses. Ils n'auront jamais l'importance et le nombre d'adhérents des syndicats internationaux, et ils ne réussiront pas à s'implanter solidement dans la région montréalaise, ni chez les Canadiens français de la diaspora.³⁵

À l'opposé du spectre idéologique, le syndicalisme industriel est en plein essor, particulièrement dans le secteur des matières premières. C'est un mouvement révolutionnaire qui cherche à endiguer le capitalisme et ses rapports sociaux de production. La plus importante organisation de ce type est l'*Industrial Workers of the World* (IWW). Fondé à Chicago en 1905, l'IWW est particulièrement actif dans l'Ouest canadien, organisant les laissés pour compte par les syndicats de métier : «Les wobblies» organisèrent les cuisiniers et les serveurs dans les Kootenays, les blanchisseurs à Prince Rupert, les «newsies» à Saskatoon, les travailleurs des projets d'irrigations du CPR [Canadian Pacific Railway] au sud de Calgary, les conducteurs de Victoria et les excavateurs municipaux», selon les dires de l'historien Ross McCormack.³⁶ L'IWW mène des grèves importantes, entre autres contre la Canadian Northern Railway en Colombie-Britannique en 1912. Toutefois, elle est frappée d'interdit par le gouvernement fédéral lorsqu'éclate la Première Guerre mondiale. Néanmoins, les idées révolutionnaires et les stratégies acquises par les wobblies auront un impact sur les grands conflits ouvriers de la fin de la décennie.

3 Radicalisme et nouvelles organisations (1914-1944)

Les travailleurs profitent peu de la croissance économique engendrée par la guerre. Opposés à la conscription, les syndicats privilégient l'action politique plutôt que la grève générale. Ils ne sont pas invités à participer à la planification de l'économie de guerre. Aussi bien dire que les autorités politiques marginalisent le mouvement ouvrier.³⁷

Au sortir du conflit, l'économie canadienne tourne au ralenti. Malgré un interventionnisme gouvernemental croissant, la mauvaise planification du passage d'une économie de guerre à une économie de paix, conjuguée à une démobilisation désordonnée, fait en sorte que le gouvernement de Robert

35 Yves Frenette : *Brève histoire des Canadiens français*, Montréal : Boréal, 1998, p. 117-118 ; Peter C. Bischoff : « La réception de *Rerum novarum* dans un sol préparé d'avance. La province de Québec ». Dans : *Bulletin du RCHTQ*, vol. 35, no 2 (automne 2009), p. 4-8.

36 A. Ross McCormack : « Wobblies et blanketstiffs. La composition et le contexte de l'IWW dans l'Ouest canadien ». Dans : James D. Thwaites (éd.) : *Le travail et le syndicalisme. Naissance et évolution d'une action sociale*, Québec : Presses de l'Université Laval, 1996.

37 Desmond Morton, *Working People*, p.101-112.

Borden devient la cible des syndicats.³⁸ L'importante mobilisation ouvrière qui en découle et le radicalisme des chefs syndicaux sont tels que les historiens parlent d'une « révolte des travailleurs ». ³⁹ Se déployant dans l'ensemble du pays, celle-ci comporte toutefois d'importantes dimensions régionales. Ainsi, dans l'Ouest, les délégués syndicaux choisissent de faire bande à part du CMTC, jugé trop conservateur. Le 13 mars 1919 naît le *One Big Union* (OBU) à Calgary. Héritière de l'IWW, l'organisation se veut une extension du *Parti socialiste* du Canada. Elle regroupera jusqu'à 50 000 membres, principalement des mineurs et des gens des métiers du bois. Son radicalisme prend forme dans son désir de présider à la création d'une société fondée sur la fin de l'exploitation de classe et d'unir les travailleurs, peu importe leur race ou leur appartenance ethnoculturelle.⁴⁰

En mai 1919, près de deux mois après la création du OBU, une grève générale paralyse la ville de Winnipeg. Près de 35 000 travailleurs débrayent alors pour protester contre la rupture des négociations dans les secteurs de la construction et de la métallurgie. La ville se divise en deux camps. Opposé aux travailleurs et appuyé par l'État, le *Citizens Committee of 1000* représente les industriels et les gens d'affaires. Il a l'appui du gouvernement fédéral. Le 21 juin, sous le couvert de l'Acte d'émeute, les forces policières et l'armée canadienne interviennent pour rétablir l'ordre. Cet épisode, qui est connu sous le nom de Bloody Saturday, se solde par la mort de deux grévistes et de nombreuses arrestations. La répression policière est symptomatique de l'antisindicalisme et de l'antiradicalisme virulents des autorités, qui ont été traumatisées par la révolution bolchévique de 1917. Durant la grève, les chefs syndicaux sont arrêtés et traduits en justice sous l'accusation de sédition. Certains, qui sont nés à l'étranger, sont menacés de déportation. Le 25 juin, à contrecœur, le comité central des travailleurs en grève décide de mettre fin au débrayage.⁴¹ À travers le pays, la Grève générale de Winnipeg donne lieu à une vingtaine de grèves d'appui. La plus importante a lieu à Amherst en Nouvelle-Écosse et dure trois semaines.⁴²

Ce mouvement massif de protestation s'accompagne d'une plus grande politisation des organisations ouvrières. À l'occasion des élections fédérales de 1917 et de 1921, un parti travailliste fait ainsi son apparition. Bien que ne remportant

38 Peter Neary : *On to Civvy Street. Canada's Rehabilitation Program for Veterans of the Second World War*, Montréal/Kingston : McGill-Queen's University Press, 2011.

39 Craig Heron (éd.) : *The Worker's Revolt in Canada, 1917-1925*, Toronto : University of Toronto Press, 1998.

40 Todd McCalium : « "Not a Sex Question"? The One Big Union and the Politics of Radical Manhood ». Dans : *Labour/Le Travail*, vol. 42 (automne 1998), p. 15-54.

41 David Bercuson : *Confrontation at Winnipeg. Labour, Industrial Relations, and the General Strike*, Montréal/Kingston : McGill-Queen's University Press, 1990.

42 Nolan Reilly : « The General Strike in Amherst, Nova Scotia, 1919 ». Dans : *Acadiensis*, vol. IX, n° 2 (printemps 1980), p. 56-77.

pas beaucoup de succès, sa division albertaine connaît un essor appréciable à la fin des années 1920.⁴³ En outre, en 1921, est fondé le *Parti communiste du Canada* (PCC)⁴⁴. Cependant, seulement une minorité d'ouvriers participe à cet élan révolutionnaire. Au Québec, le quart des syndiqués adhère aux syndicats catholiques. Ils ne sont toutefois pas complètement imperméables à l'action ouvrière, comme le montre le cas du syndicat catholique des allumettières de Hull qui organise des grèves en 1919 et en 1924.⁴⁵ Pour mieux coordonner leurs activités et pour uniformiser l'étude de la doctrine sociale de l'Église, les syndicats catholiques se fédèrent en 1921. La nouvelle organisation prend le nom de *Confédération des travailleurs catholiques du Canada* (CTCC).

Le radicalisme ouvrier continue de se manifester pendant la Grande Dépression (1929-1939). Le CTCC continue d'être dépassé par de nouvelles organisations progressistes. Ainsi, sous le leadership du PCC, la *Ligue d'unité ouvrière* organise des chômeurs, des ouvriers industriels et des mineurs, tandis qu'à la frontière du Témiscamisque québécois et ontarien, la militante communiste Jeanne Corbin s'active dans des conflits ouvriers qui se terminent souvent par une répression violente.⁴⁶ Le développement le plus important de la Crise est la fondation, en 1932, de la *Fédération du Commonwealth coopératif* (FCC). Le nouveau parti offre une solution de rechange au PCC, en prônant une éradication graduelle du capitalisme. Mariant le socialisme à l'anglaise avec le protestantisme réformiste, son chef, J. S. Woodsworth, veut unir les travailleurs et les cultivateurs. Bien qu'il ait peu de succès électoral (il ne fait élire que sept députés en 1935), le parti s'établit durablement sur la scène politique canadienne.⁴⁷

Au cœur de la Dépression, les gouvernements doivent réagir aux nombreuses manifestations et grèves qui ont cours. En 1937, le débrayage de 10 000 ouvriers de la Dominion Textile dans plusieurs usines incite ainsi les autorités cléricales et politiques du Québec à jouer le rôle de médiatrices. Quelques

43 Alvin Finkel : « The Rise and Fall of the Labour Party in Alberta, 1917-42 ». Dans : *Labour/Le Travail*, n° 16 (automne 1985), p. 61-96.

44 John Manley : « Moscow Rules? "Red" Unionism and "Class Against Class" in Britain, Canada, and the United States, 1928-1935 ». Dans : *Labour/Le Travail*, n° 56 (automne 2005), p. 9-49; John Manley : « Does the International Labour Movement Need Salvaging? Communism, Labourism, and the Canadian Trade Unions, 1921-1928 ». Dans : *Labour/Le Travail*, n° 41 (printemps 1998), p. 147-180.

45 Michelle Lapointe : « Le syndicat catholique des allumettières de Hull. 1919-1924 ». Dans : *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 32, n° 4 (mars 1979), p. 603-628.

46 Stephen L. Endicott : *Raising the Workers' Flag. The Workers' Unity League in Canada, 1930-1936*, Toronto : University of Toronto Press, 2012 ; Andrée Lévesque : *Scènes de la vie en roue. L'époque de Jeanne Corbin 1906-1944*, Montréal : Éditions du Remue-ménage, 1999.

47 Kenneth McNaught : *A Prophet in Politics. A Biography of J.S. Woodsworth*. Toronto, University of Toronto Press, 2001 ; James Naylor : *The Fate of Labour Socialism. The Cooperative Commonwealth Federation and the Dream of a Working-Class Future*, Toronto : University of Toronto Press, 2016.

mois auparavant, le gouvernement de Maurice Duplessis a adopté une mesure punitive à l'endroit des syndicats, la « loi du cadenas », qui prévoit la fermeture des locaux et la saisie du matériel des organisations et des groupes soupçonnés d'activités communistes.⁴⁸

Le contexte socio-économique amène également les centrales syndicales à se réorganiser. Aux États-Unis, des chefs ouvriers, insatisfaits du manque de leadership de l'AFL forment en 1935-1936 le *Committee for Industrial Organization* (CIO), composé de syndicats industriels, et lancent une campagne de recrutement qui s'étend au nord de la frontière. Sous la pression des unions de métiers qui sont affiliées à l'AFL, les syndicats liés au CIO sont expulsés en 1938. Dominé par l'AFL, le CMTC fait de même et, en 1940, les syndicats affiliés au CIO se regroupent au sein du Congrès canadien du travail (CCT). Les syndicalistes canadiens sont néanmoins unis dans leur approbation des premières politiques sociales élaborées par le gouvernement fédéral, dont le Régime de pensions du Canada (1940).⁴⁹

Lors de la Deuxième Guerre mondiale, Ottawa instaure un organisme, le *Conseil national du travail* en temps de guerre, afin de stabiliser les salaires. Cette stratégie n'empêche pas le déclenchement de grèves qui paralysent certains secteurs clés de l'économie, le gouvernement refusant de collaborer avec les syndicats. C'est le cas notamment à Kirkland Lake en Ontario, où les mineurs se mobilisent en 1941-1942.⁵⁰ Par la suite, une vague de débrayages dans les secteurs de l'aviation et de l'automobile force les autorités fédérales à encadrer davantage l'action syndicale. C'est ainsi que, en 1944, le décret en conseil C.P. 1003 force les employeurs à reconnaître les syndicats formés démocratiquement. La même année, le Québec emboîte le pas avec la Loi des relations ouvrières. Ces deux législations renforcent la légitimité des syndicats.⁵¹

4 L'âge d'or des travailleurs (1944-1980) ?

Les représentations populaires de la société de l'après-Deuxième Guerre mondiale sont marquées par l'avènement d'une société de consommation à grande échelle et l'anxiété provoquées par la Guerre froide. Pour les travailleurs, cette époque

48 Andrée Lévesque : *Virage à gauche interdit. Les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec 1929-1939*, Montréal : Boréal Express, 1984.

49 Jacques Rouillard, *Histoire du syndicalisme québécois*, p.162.

50 Sophie Blais : « Nouvelles réflexions sur les travailleurs et la grève de Kirkland Lake. 1941-1942 ». Dans : *Labour/Le Travail*, vol. 64 (automne 2009), p. 107-133 ; Sophie Blais : « Une grève d'intérêt national. Réflexions sur la mobilisation en temps de grève : le cas de Kirkland Lake ». Dans : *Revue du Nouvel-Ontario*, vol. 37 (2012), p. 109-132.

51 Desmond Morton, *Working People*, p. 175-186 ; Peter S. McNis : *Harnessing Labour Confrontation. Shaping the Postwar Settlement in Canada, 1943-1950*, Toronto : University of Toronto Press, 2002.

constituerait un certain âge d'or qui s'exprime entre autres par des emplois abondants, permanents et bien rémunérés, ainsi que par l'universalité des programmes sociaux, conséquences du développement de l'État-providence et des politiques économiques keynésiennes. Or la réalité est beaucoup plus nuancée. Si le droit à la négociation collective et la reconnaissance syndicale par les employeurs obtiennent droit de cité, de nouveaux défis se posent pour les organisations ouvrières. Ainsi, l'intégration de plus en plus grande des économies américaine et canadienne (Voie maritime du Saint-Laurent, 1959 ; Pacte de l'automobile, 1965) a-t-elle un effet sur la production industrielle canadienne. En parallèle, la proportion grandissante de femmes (près de 40% en 1970) sur le marché de la main-d'œuvre transforme le membrariat des syndicats et provoque des conflits de travail dans les secteurs des services et du commerce de détail.⁵² En outre, la Guerre froide et la « peur rouge » mettent en péril la légalité des grèves.

On parle de cette période de l'histoire ouvrière comme le « post-war settlement », c'est-à-dire un accord implicite entre l'État, les syndicats et les employeurs visant à assurer la pacification des relations entre le capital et le travail. Les gouvernements tolèrent les activités syndicales, encadrent les processus d'accréditation, établissent les procédures de rédaction des conventions collectives et agissent en tant que médiateurs lors de conflits majeurs.⁵³ Cette évolution favorise la pérennisation des organisations ouvrières. Ainsi, la médiation de la grève des travailleurs de l'automobile à Windsor en Ontario (1945-1946) par le juge Ivan Rand donne naissance à la « formule Rand », qui stipule que tous les employés d'une unité de production bénéficiant des acquis syndicaux doivent, par conséquent, payer leurs cotisations. Cette décision juridique renforce les bases financières des syndicats. Par ailleurs, la prospérité relative des décennies d'après-guerre réduit le nombre de conflits ouvriers, ce qui n'empêche pas des affrontements sanglants entre les travailleurs et les forces de l'ordre. Au Québec, les grèves des mineurs d'Asbestos (1949) et de Murdochville (1957) en sont de bons exemples. Les deux conflits sont déclarés illégaux par la Province, mais une grande partie de l'opinion publique se range du côté des ouvriers, en raison du recours à des briseurs de grève et à des interventions policières musclées.⁵⁴ Encore une fois, une réorganisation majeure a cours dans le monde syndical. En 1955, aux États-Unis, l'AFL et le CIO enterrent la hache de guerre et se fondent dans une nouvelle entité, l'AFL-CIO. Un an plus tard, le CMTC et le

52 Joan Sangster : *Transforming Labour. Women and Work in Post-war Canada*, Toronto : University of Toronto Press, 2010.

53 Bryan D. Palmer : *Canada's 1960's. The Ironies of Identity in a Rebellious Era*, Toronto : University of Toronto Press, 2009.

54 Guy Bélanger : « La grève de Murdochville (1957) ». Dans : *Labour/Le Travail*, vol. 8-9 (automne-printemps 1981/1982), p. 103-135.

CCT fusionnent à leur tour et forment le Congrès du travail du Canada (CTC). Au Québec, le syndicalisme s'affirme, en dépit des politiques anti-ouvrières de Duplessis. Outre la CTCC, deux centrales regroupent les ouvriers : la *Fédération provinciale du travail du Québec*, mise sur pied en 1937 et la *Fédération des unions industrielles du Québec*, qui voit le jour en 1952. Cinq ans plus tard, les deux organisations s'amalgament au sein de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ). Puis, en 1960, la CTCC achève de se déconfessionnaliser et adopte le nom de *Confédération des syndicats nationaux* (CSN).⁵⁵

Au cours des années 1960, une vague de syndicalisation déferle sur le secteur public. Quoique les gouvernements résistent à accorder le droit de négociation collective et de grève à leurs employés, ils cèdent à la suite des pressions exercées par les syndicats. Au Québec, le Code du travail adopté en 1964 reconnaît le droit aux fonctionnaires, aux enseignants et aux travailleurs de la santé de se syndiquer. Le mouvement culmine en 1972 avec la création d'un front commun de la CSN, de la FTQ et de la *Centrale des enseignants du Québec*, un syndicat mis sur pied en 1966. Plus de 200 000 syndiqués réclament alors la hausse du salaire minimal. Le gouvernement provincial répond par une loi spéciale qui est défiée par les chefs des trois centrales. En conséquence, ils sont emprisonnés, ce qui déclenche de nombreuses grèves d'appui. Le conflit se résorbera par la négociation. La syndicalisation des employés du secteur public accroît le nombre de travailleurs syndiqués au Canada qui, vers 1980, atteint le chiffre de 3,6 millions, soit 38 % de la force de travail.⁵⁶

Les syndicats sont également actifs sur le plan politique. Les centrales québécoises appuient le mouvement indépendantiste. Ils soutiennent le *Parti québécois* et favorisent son élection en 1976. Le gouvernement à l'époque leur est très favorable en promouvant des politiques pro-syndicales et en modernisant la législation sur la santé et la sécurité au travail.⁵⁷ Au Canada anglais, les syndicats penchent plutôt vers le Nouveau parti démocratique. Créé en 1961 sur les fondations de la FCC, la formation politique prône la social-démocratie et se fait connaître pour ses positions en faveur d'un régime universel de soins de santé.⁵⁸

55 Yves Frenette, *Brève histoire des Canadiens français*, p. 158-159.

56 Desmond Morton, *Working People*, p. 318.

57 Edwidge Munn : « L'action politique partisane à la FTQ (1957-76) ». Dans : *Labour/Le Travail*, vol. 12 (automne 1983), p. 43-61 ; Ralph Peter Gützel : « The Confédération des syndicats nationaux (CSN), the Idea of Independence, and the Sovereignist Movement, 1960-1980 ». Dans : *Labour/Le Travail*, vol. 31 (printemps 1993), p. 145-173 ; Ralph Peter Gützel : « "Rapprocher les lieux du pouvoir". The Québec Labour Movement and Québec Sovereignism, 1960-2000 ». Dans : *Labour/Le Travail*, vol. 46 (automne 2000), p. 369-395.

58 Keith Archer : « Canadian Unions, the New Democratic Party, and the Problem of Collective Action ». Dans : *Labour/Le Travail*, vol. 20 (automne 1987), p. 173-184.

Toutefois, les membres ne suivent pas toujours les consignes de leurs chefs et ne votent pas unanimement pour ces partis politiques, qu'ils considèrent souvent trop radicaux ou pas assez réalistes.

5 Les syndicats à l'heure du néolibéralisme (1980-)

À partir des années 1980 se profile à l'horizon du monde occidental la tête hideuse du néolibéralisme. Déjà, au milieu de la décennie précédente, les travailleurs canadiens avaient dû composer avec la Loi sur le contrôle des prix et des salaires contre laquelle ils avaient mené une campagne bien orchestrée, mais qui ne donna pas beaucoup de résultats. Les gouvernements provinciaux avaient suivi l'exemple d'Ottawa. Comme les autres Canadiens, et en fait les autres Occidentaux, les chefs syndicaux étaient loin de se douter que ces orages annonçaient une tempête, sinon un ouragan qui s'abatrait sur le monde ouvrier.⁵⁹

C'est que les gouvernements se désengagent, et la multiplication de mesures visant à assainir les finances publiques, à privatiser les services publics ainsi qu'à favoriser l'essor des petites et moyennes entreprises font chuter le taux de syndicalisation, qui passe de 38% en 1981 à 30% en 2012.⁶⁰ De plus, l'Accord de libre-échange canado-américain (1988), puis l'Accord de libre-échange nord-américain (1994) contribuent à la désindustrialisation de plus en plus marquée de l'économie canadienne⁶¹. En effet, de nombreuses fermetures d'usines frappent de plein fouet l'ensemble des provinces, tant dans l'industrie manufacturière que dans le secteur de la transformation des matières premières. Ces développements affectent des dizaines de milliers de citoyens qui, au mieux, voient leurs conditions de travail changer radicalement et, au pire, leurs fonds de pension s'évaporer, puis leurs lieux de travail disparaître. Dans le secteur public, l'État a de plus en plus recours à des lois spéciales pour empêcher la grève ou pour forcer les employés à rentrer au travail. Dans le même sens, il modifie les lois sur les services essentiels afin de limiter le nombre de grévistes. En outre, depuis l'adoption de la Charte canadienne des droits et libertés, en 1982, les tribunaux sont de plus en plus appelés à se prononcer sur les questions touchant les relations de travail.⁶²

59 Desmond Morton, *Working People*, p. 294-307.

60 Diane Galarneau/ Thao Sohn : « Les tendances à long terme de la syndicalisation ». Dans : *Regards sur la société canadienne*, Ottawa : Statistique Canada, 2013, p. 1.

61 Steven High : *Industrial Sunset. The Making of North America's Rust Belt, 1969-1984*, Toronto : University of Toronto Press, 2003.

62 Larry Savage/ Charles W. Smith (éds.) : *Unions in Court. Organized Labour and the Charter of Rights and Freedoms*, Vancouver : University of British Columbia Press, 2017.

Dans ce contexte, les organisations syndicales montent aux barricades, mais elles sont de moins en moins populaires. La seule consolation peut-être, c'est que, la situation étant encore pire aux États-Unis, les unions internationales ont moins de poids et l'autonomie des syndicats canadiens augmente.⁶³

Conclusion

Le 4 septembre 2017, jour de la fête du Travail, quelques milliers de travailleurs défilent dans les rues de Toronto. Ailleurs, par exemple à Saint-John et à Frédéricton au Nouveau-Brunswick, à Prince-George en Colombie-Britannique, d'autres défilés, des concerts, des pique-niques sont organisés. Instituée au XIX^e siècle, cette célébration annuelle est l'une des plus importantes manifestations ouvrières en raison du congé civique qui l'accompagne. Bien que tombée en désuétude au Québec et souffrant de la comparaison avec la Fête du 1^{er} mai en Europe, la fête du Travail demeure néanmoins un symbole de la centralité du monde du travail dans la société canadienne.⁶⁴

Comme le montre notre texte, le mouvement ouvrier canadien ne s'est pas construit de façon rectiligne. Il a souvent progressé par tâtonnements et a connu, tout au long de son histoire, des rivalités et des divisions en son sein : divisions de classe, divisions liées au genre, divisions en raison de la diversité ethnique, divisions régionales, divisions linguistiques et culturelles. Il a essayé de maintenir son autonomie face à des syndicalistes américains souvent aussi impérialistes que les grandes entreprises avec lesquelles ils négociaient. Les syndicats ont aussi dû composer avec des gouvernements plus ou moins sympathiques à leur cause. Tout compte fait, entre résistance et reconnaissance, ils ont bien tiré leur épingle du jeu.

63 Desmond Morton, *Working People*, p. 357-366.

64 Craig Heron/ Steve Penfold : *The Workers' Festival. A History of Labour Day in Canada*, Toronto : University of Toronto Press, 2005 ; Jacques Rouillard : « La fête du Travail à Montréal le premier lundi de septembre, symbole de l'affirmation de la classe ouvrière dans l'espace public (1886-1952) ». Dans : *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 64, n° 2 (automne 2010), p. 33-73.

Bibliographie

- Archer, Keith : « Canadian Unions, the New Democratic Party, and the Problem of Collective Action ». Dans : *Labour/Le Travail*, vol. 20 (automne 1987), p. 173-184.
- Babcock, Robert : « Samuel Gompers et les travailleurs québécois. 1900-1914 ». Dans : James Thwaites (éd.) : *Travail et syndicalisme. Origines, évolution et défis d'une action sociale*, Québec : Presses de l'Université Laval, 2008.
- Battye, John : « The Nine Hour Pioneers. The Genesis of the Canadian Labour Movement ». Dans : *Labour/Le Travail*, vol. 4 (1979), p. 25-56.
- Bélanger, Guy : « La grève de Murdochville (1957) ». Dans : *Labour/Le Travail*, vol. 8-9 (automne-printemps 1981/1982), p. 103-135.
- Bercuson, David : *Confrontation at Winnipeg. Labour, Industrial Relations, and the General Strike*, Montréal/Kingston : McGill-Queen's University Press, 1990.
- Bischoff, Peter C. : « Les Irlandais et les Chevaliers du travail à Montréal, 1882-1890 ». Dans : Linda Cardinal/ Simon Jolivet/ Isabelle Matte (éds.) : *Le Québec et l'Irlande. Culture, histoire, identité*, Québec : Septentrion, 2014, p. 21-49.
- Bischoff, Peter C. : « “Un chaînon incontournable au Québec”. L'Ordre des Chevaliers du travail, 1882-1902 ». Dans : *Labour/Le Travail*, vol. 70 (automne 2012), p. 13-59.
- Bischoff, Peter C. : *Les débardeurs au port de Québec*, Montréal : Hurtubise HMH, 2009.
- Bischoff, Peter C. : « La réception de *Rerum novarum* dans un sol préparé d'avance. La province de Québec ». Dans : *Bulletin du RCHTQ*, vol. 35, n° 2 (automne 2009), p. 4-8.
- Blais, Sophie : « Une grève d'intérêt national. Réflexions sur la mobilisation en temps de grève : le cas de Kirkland Lake ». Dans : *Revue du Nouvel-Ontario*, vol. 37 (2012), p. 109-132.
- Blais, Sophie : « Nouvelles réflexions sur les travailleurs et la grève de Kirkland Lake. 1941-1942 ». Dans : *Labour/Le Travail*, vol. 64 (automne 2009), p. 107-133.
- Bradbury, Bettina : *Familles ouvrières à Montréal*, Montréal : Boréal, 1995.

- Burgess, Joanne : « L'industrie de la chaussure à Montréal, 1840-1870. Le passage de l'artisanat à la fabrique ». Dans : *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 3, no 2 (septembre 1977), p. 187-210.
- Copp, Terry : *Classe ouvrière et pauvreté. Les conditions de vie des travailleurs montréalais, 1897-1929*, Montréal : Boréal, 1978.
- De la Riva, Paul : *Mine de rien. Les Canadiens français et le travail minier à Sudbury 1886-1930*, Sudbury : Prise de parole et l'Institut franco-ontarien, 1998.
- Dennie, Donald : *À l'ombre de l'INCO. Étude de la transition d'une communauté canadienne-française de la région de Sudbury, 1870-1972*, Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa, 2001.
- Ducharme, Michel : *Le concept de liberté au Canada à l'époque des révolutions atlantiques 1776-1838*, Montréal : McGill-Queen's University Press, 2010.
- Endicott, Stephen L. : *Raising the Workers' Flag. The Workers' Unity League in Canada, 1930-1936*, Toronto : University of Toronto Press, 2012.
- English, Leona M. : « Teaching the "Morally and Economically Destitute". 19th-Century Adult Education Efforts in Newfoundland ». Dans : *Acadiensis*, vol. XLI, n° 2 (été-automne 2012), p. 66-88.
- Finkel, Alvin : « The Rise and Fall of the Labour Party in Alberta, 1917-42 ». Dans : *Labour/Le Travail*, n° 16 (automne 1985), p. 61-96.
- Forsey, Eugene : *Trade Unions in Canada. 1812-1902*, Toronto : University of Toronto Press, 1982.
- Frank, David : *Solidarités provinciales. Histoire de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Nouveau-Brunswick*, Edmonton : Athabasca University Press, 2013.
- Frenette, Yves : *Brève histoire des Canadiens français*, Montréal : Boréal, 1998.
- Gagnon, Marc-André : « "J'entends parler de leurs intérêts les plus chers". Alphonse-Télesphore Lépine et l'engagement électoral des Chevaliers du travail à Montréal (1888-1896) ». Dans : *Labour/Le Travail*, vol. 78 (automne 2016), p. 11-38.
- Gagnon, Marc-André : *Harmoniser le Travail et le Capital. Les Chevaliers du Travail et l'action politique ouvrière à Montréal (1883-1896)*, thèse de maîtrise (histoire), Université d'Ottawa, 2011.

- Galarneau, Diane/ Sohn, Thao : « Les tendances à long terme de la syndicalisation ». Dans : *Regards sur la société canadienne*, Ottawa : Statistique Canada, 2013.
- Gaudreau, Guy/ Blais, Sophie/ Auger, Kevin : *Mines, travail et société à Kirland Lake*, Sudbury : Prise de Parole, 2016.
- Gaudreau, Guy : *L'histoire des mineurs du Nord ontarien et québécois*, Québec, Septentrion, 2003.
- Germain, Annick : « L'émergence d'une scène politique. Mouvement ouvrier et mouvements de réforme urbaine à Montréal au tournant du siècle — Essai d'interprétation ». Dans : *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 27, n° 2 (septembre 1983), p. 185-199.
- Greer, Allan : *The Patriots and the People. The Rebellion of 1837 in Rural Lower Canada*, Toronto : University of Toronto Press, 1993.
- Güntzel, Ralph Peter : « “Rapprocher les lieux du pouvoir”. The Québec Labour Movement and Québec Sovereignism, 1960-2000 ». Dans : *Labour/Le Travail*, vol. 46 (automne 2000), p. 369-395.
- Güntzel, Ralph Peter : « The Confédération des syndicats nationaux (CSN), the Idea of Independence, and the Sovereignist Movement, 1960-1980 ». Dans : *Labour/Le Travail*, vol. 31 (printemps 1993), p. 145-173.
- Harvey, Fernand (éd.) : *Le mouvement ouvrier au Québec*, Montréal : Boréal, 1980.
- Harvey, Fernand : « Les Chevaliers du travail, les États-Unis et la société québécoise, 1882-1902 ». Dans : Fernand Harvey (éd.) : *Le mouvement ouvrier au Québec*, Montréal, Boréal, 1980, p. 69-130.
- Harvey, Fernand : *Révolution industrielle et travailleurs. Une enquête sur les rapports entre le capital et le travail au Québec à la fin du 19e siècle*, Montréal : Boréal, 1978.
- Harvey, Louis-Georges : *Le printemps de l'Amérique française. Américanité, anticolonialisme et républicanisme dans le discours politique québécois, 1805-1837*, Montréal : Boréal, 2005.
- Heron, Craig/ Penfold, Steve : *The Workers' Festival. A History of Labour Day in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2005.
- Heron, Craig (éd.) : *The Worker's Revolt in Canada, 1917-1925*, Toronto, University of Toronto Press, 1998.

- Heron, Craig : *The Canadian Labour Movement. A Short History*, Toronto : Lorimer, 1996.
- High, Steven : *Industrial Sunset. The Making of North America's Rust Belt, 1969-1984*, Toronto : University of Toronto Press, 2003.
- Kealey, Gregory S./ Palmer, Bryan D. : *Dreaming of What Might Be. The Knights of Labor in Ontario, 1880-1900*, Cambridge : Cambridge University Press, 1982.
- Kealey, Gregory : *Toronto Workers Respond to Industrial Capitalism, 1867-1892*, Toronto : University of Toronto Press, 1980.
- Kristofferson, Robert B. : *Crafted Capitalism. Craftworkers and Early Industrialization in Hamilton, Ontario*, Toronto : University of Toronto Press, 2007.
- Lapointe, Michelle : « Le syndicat catholique des allumettières de Hull. 1919-1924 ». Dans : *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 32, n° 4 (mars 1979), p. 603-628.
- Lévesque, Andrée : *Scènes de la vie en rouge. L'époque de Jeanne Corbin 1906-1944*, Montréal : Éditions du Remue-ménage, 1999.
- Lévesque, Andrée : *Virage à gauche interdit. Les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec 1929-1939*, Montréal : Boréal Express, 1984.
- Lipton, Charles : *The Trade Union Movement of Canada. 1827-1959*, Montréal : Canadian Social Publications, 1966.
- Manley, John : « Moscow Rules? "Red" Unionism and "Class Against Class" in Britain, Canada, and the United States, 1928-1935 ». Dans : *Labour/Le Travail*, n° 56 (automne 2005), p. 9-49.
- Manley, John : « Does the International Labour Movement Need Salvaging? Communism, Labourism, and the Canadian Trade Unions, 1921-1928 ». Dans : *Labour/Le Travail*, n° 41 (printemps 1998), p. 147-180.
- McCalium, Todd : « "Not a Sex Question"? The One Big Union and the Politics of Radical Manhood ». Dans : *Labour/Le Travail*, vol. 42 (automne 1998), p. 15-54.
- McCormack, A. Ross : « Wobblies et blanketstiffs. La composition et le contexte de l'IWW dans l'Ouest canadien ». Dans : James D. Thwaites (éd.) : *Le travail et le syndicalisme. Naissance et évolution d'une action sociale*, Québec : Presses de l'Université Laval, 1996.

- McInnis, Peter S. : *Harnessing Labour Confrontation. Shaping the Postwar Settlement in Canada, 1943-1950*, Toronto : University of Toronto Press, 2002.
- McNaught, Kenneth : *A Prophet in Politics. A Biography of J.S. Woodsworth*. Toronto : University of Toronto Press, 2001.
- Morton, Desmond : *Working People. An Illustrated History of the Canadian Labour Movement*, Montréal/Kingston : McGill-Queen's University Press, 2007.
- Munn, Edwidge : « L'action politique partisane à la FTQ (1957-76) ». Dans : *Labour/Le Travail*, vol. 12 (automne 1983), p. 43-61.
- Naylor, James : *The Fate of Labour Socialism. The Cooperative Commonwealth Federation and the Dream of a Working-Class Future*, Toronto : University of Toronto Press, 2016.
- Neary, Peter : *On to Civvy Street. Canada's Rehabilitation Program for Veterans of the Second World War*, Montréal/Kingston : McGill-Queen's University Press, 2011.
- Nelles, H.V. : *The Politics of Development. Forests, Mines & Hydro-Electric Power in Ontario 1849-1941*, Toronto : Macmillan of Canada, 1974.
- Palmer, Bryan D. : *Canada's 1960's. The Ironies of Identity in a Rebellious Era*, Toronto : University of Toronto Press, 2009.
- Palmer, Bryan D./ Sangster, Joan (éds.) : *Labouring Canada. Class, Gender, and Race in Canadian Working Class*, Toronto : Oxford University Press, 2008.
- Palmer, Bryan D. : *A Culture in Conflict. Skilled Workers and Industrial Capitalism in Hamilton, Ontario 1860-1914*, Montréal/Kingston : McGill-Queen's University Press, 1979.
- Paquet, Gilles/ Wallot, Jean-Pierre : *Un Québec moderne. 1760-1840*, Montréal : Hurtubise HMH, 2007.
- Radforth, Ian : *Bushworkers and Bosses. Logging in Northern Ontario, 1900-1980*, Toronto : University of Toronto Press, 1987.
- Reilly, Nolan : « The General Strike in Amherst, Nova Scotia, 1919 ». Dans : *Acadiensis*, vol. IX, n° 2 (printemps 1980), p. 56-77.
- Rouillard, Jacques : « La fête du Travail à Montréal le premier lundi de septembre, symbole de l'affirmation de la classe ouvrière dans l'espace public (1886-1952) ». Dans : *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 64, n° 2 (automne 2010), p. 33-73.

- Rouillard, Jacques : *L'expérience syndicale au Québec. Ses rapports à l'État, à la nation et à l'opinion publique*, Montréal, VLB éditeur, 2009.
- Rouillard, Jacques : *Le syndicalisme québécois. Deux siècles d'histoire*, Montréal : Boréal, 2004.
- Rouillard, Jacques : *Histoire du syndicalisme québécois*, Montréal : Boréal, 1989.
- Rouillard, Jacques : « L'action politique ouvrière. 1899-1915 ». Dans : Fernand Dumont/ Jean-Paul Montminy/ Jean Hamelin (éds.) : *Idéologies au Canada français, 1900-1929*, Québec : Presses de l'Université Laval, 1974, p. 267-312.
- Rouillard, Jacques : « Répertoire des syndicats au Québec 1827-1896 ». Dans : Jean Hamelin (éd.) : *Histoire des travailleurs québécois 1850-1896*, Montréal : Presses de l'Université du Québec, 1973, p. 203-217.
- Ruddel, David-Thierry : « La main-d'œuvre en milieu urbain au Bas-Canada. Conditions et relations de travail ». Dans : *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 41, n° 3 (hiver 1988), p. 389-402.
- Sangster, Joan : *Transforming Labour. Women and Work in Post-war Canada*, Toronto : University of Toronto Press, 2010.
- Savage, Larry/ Smith, Charles W. (éds.) : *Unions in Court. Organized Labour and the Charter of Rights and Freedoms*, Vancouver : University of British Columbia Press, 2017.
- Schrauwers, Albert : « The Gentlemanly Order and the Politics of Production in the Transition to Capitalism in the Home District, Upper Canada ». Dans : *Labour/Le Travail*, vol. 65 (printemps 2010), p. 9-45.
- Sweeny, Robert : *Why Did We Choose to Industrialize? Montreal, 1819-1849*, Montréal/Kingston : McGill-Queen's University Press, 2015.
- Tremblay, Robert : « Artisans et ouvriers à l'époque des revendications démocratiques et nationalistes du Parti patriote dans le Bas-Canada, 1832-1838. Un rendez-vous manqué avec l'histoire ? ». Dans : *Bulletin d'histoire politique*, vol. 25, n° 2 (hiver 2017), p. 146-171.
- Tremblay, Robert : « Retour sur les origines du mouvement ouvrier québécois. Profil et aspirations des militants syndicaux et démocrates durant les années 1830 ». Dans : *Labour/Le Travail*, vol. 72 (automne 2013), p. 11-36.
- Tremblay, Robert : « Un aspect de la consolidation du pouvoir d'État de la bourgeoisie coloniale. La législation anti-ouvrière dans le Bas-Canada, 1800-50 ». Dans : *Labour/Le Travail*, vol. 8-9 (automne 1981- printemps 1982), p. 243-252.

Viau, Roland : *Du pain ou du sang. Les travailleurs irlandais et le canal Beauharnois*, Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2013.

Wilton, Carol : *Popular Politics and Political Culture in Upper Canada, 1800-1850*, Montréal/Kingston : McGill-Queen's University Press, 2000.

Wylie, William N.T. : « Poverty, Distress, and Disease. Labour and the Construction of the Rideau Canal, 1826-32 ». Dans : *Labour/Le Travail*, vol. 11 (printemps 1983), p. 7-29.